

**CHAMBRE DISCIPLINAIRE NATIONALE
DE L'ORDRE DES MEDECINS**

4 rue Léon Jost - 75855 PARIS CEDEX 17

N° 14140

Dr A

**Audience du 13 novembre 2018
Décision rendue publique
par affichage le 20 décembre 2018**

LA CHAMBRE DISCIPLINAIRE NATIONALE DE L'ORDRE DES MEDECINS,

Vu, enregistrée au greffe de la chambre disciplinaire nationale de l'ordre des médecins le 13 septembre 2018, la requête présentée par Mme C ; Mme C demande que le jugement de sa plainte contre le Dr A, transmise par le conseil départemental des Hauts-de-Seine de l'ordre des médecins, soit attribué à une chambre disciplinaire de première instance autre que celle d'Ile-de-France ;

Mme C soutient que plusieurs membres de la chambre disciplinaire de première instance d'Ile-de-France, qui ont fait preuve de partialité dans les litiges qui l'ont opposée au Dr D et au Dr E, sont à nouveau membres de la formation qui devrait juger sa plainte contre le Dr A ; qu'il en va ainsi de M. F qui a présidé l'audience au cours de laquelle sa plainte contre le Dr E a été rejetée, des Drs G et H contre lesquels elle a porté plainte, qui ont manifesté leur partialité en faveur du Dr E et ont falsifié sa plainte pour qu'elle soit déclarée irrecevable, des Prs J et K et du Dr L qui font partie du conseil départemental de la Ville de Paris de l'ordre des médecins et sont amis du Dr M contre qui elle a porté plainte, du Dr N qui fait partie du conseil départemental des Hauts-de-Seine de l'ordre des médecins, comme le Dr A, et a fait partie des formations de jugement qui ont rejeté ses plaintes contre les Drs D et E, du Dr O qui fait partie du conseil départemental des Hauts-de-Seine ; que toutes les instances parisiennes de l'ordre des médecins ont manifesté leur partialité ; qu'ayant commencé à être partiaux lors de ses premières plaintes, il ne peuvent que continuer à l'être ; que la chambre disciplinaire de première instance d'Ile-de-France doit être dessaisie ;

Vu, enregistré comme ci-dessus le 23 octobre 2018, le courrier présenté pour le Dr A, qualifiée spécialiste en anesthésie-réanimation, qui s'en remet à la sagesse de la chambre ;

Vu, enregistrée comme ci-dessus le 12 octobre 2018, la lettre par laquelle Mme C déclare s'opposer formellement à ce que sa requête en suspicion légitime soit examinée par une formation de jugement elle-même susceptible de faire preuve de partialité ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Vu le code de justice administrative ;

Vu le code de la santé publique ;

Les parties ayant été régulièrement averties du jour de l'audience ;

Après avoir entendu au cours de l'audience publique du 13 novembre 2018 :

CHAMBRE DISCIPLINAIRE NATIONALE DE L'ORDRE DES MEDECINS

4 rue Léon Jost - 75855 PARIS CEDEX 17

- Le rapport du Dr Fillol ;
- Les observations de Mme C ;
- Les observations de Me Rousseau pour le Dr A, absente ;

Me Rousseau ayant été invitée à reprendre la parole en dernier ;

APRES EN AVOIR DELIBERE,

1. Considérant que tout justiciable est recevable à demander à la juridiction immédiatement supérieure qu'une affaire dont est saisie la juridiction compétente soit renvoyée à une juridiction du même ordre si, pour des causes dont il appartient à l'intéressé de justifier, la juridiction compétente est suspectée de partialité ;

2. Considérant qu'après avoir saisi la chambre disciplinaire nationale d'une requête en suspicion légitime tendant à ce que le jugement de sa plainte contre le Dr A soit attribué à une chambre disciplinaire de première instance autre que celle d'Ile-de-France, Mme C, à réception d'un courrier du greffe de la chambre disciplinaire nationale lui indiquant la date de l'audience à laquelle sa requête serait examinée, déclare dans une lettre datée du 10 octobre 2018 et reçue le 12 « [s'opposer] *formellement à ce que [sa] demande de renvoi pour cause de suspicion légitime soit examinée, lors d'une audience, par une formation de jugement elle-même susceptible de faire preuve de partialité* » ; qu'aucune autre juridiction que la chambre disciplinaire nationale n'étant compétente pour se prononcer sur la requête en suspicion légitime de Mme C et alors que sa lettre du 10 octobre 2018 ne peut être regardée comme un désistement de sa requête en suspicion légitime, il y a lieu pour la chambre disciplinaire nationale, contre laquelle, en tout état de cause, aucun élément permettant de mettre en doute l'impartialité n'est formulé, de statuer sur la requête de Mme C ;

3. Considérant que la circonstance que certains membres de la chambre disciplinaire de première instance d'Ile-de-France ont eu auparavant à connaître de plaintes de Mme C contre différents médecins et que ces plaintes ont été rejetées n'est pas en elle-même de nature à faire suspecter de partialité la juridiction compétente pour statuer sur sa plainte contre le Dr A ; que si Mme C déclare également avoir porté plainte contre deux des membres de cette juridiction, cette circonstance, si elle pourrait éventuellement justifier leur récusation, n'est pas davantage de nature à faire suspecter de partialité l'ensemble de la chambre ; qu'il suit de là que la requête de Mme C ne peut qu'être rejetée ;

PAR CES MOTIFS,

DECIDE :

Article 1^{er} : La requête en suspicion légitime de Mme C est rejetée.

Article 2: La présente décision sera notifiée au Dr A, à Mme C, au conseil départemental des Hauts-de-Seine de l'ordre des médecins, à la chambre disciplinaire de première instance d'Ile-de-France, au conseil national de l'ordre des médecins et au ministre chargé de la santé.

Ainsi fait et délibéré par : Mme Aubin, président de section honoraire au conseil d'Etat, président ; M. le Pr Besson, MM. les Drs Blanc, Emmery, Fillol, membres.

**CHAMBRE DISCIPLINAIRE NATIONALE
DE L'ORDRE DES MEDECINS**

4 rue Léon Jost - 75855 PARIS CEDEX 17

Le président de section honoraire au Conseil d'Etat,
président de la chambre disciplinaire nationale
de l'ordre des médecins

Marie-Eve Aubin

Le greffier en chef

François-Patrice Battais

La République mande et ordonne au ministre chargé de la santé en ce qui le concerne, ou à tous huissiers de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.